

Organisations membres:

AFVP (Association française des volontaires du progrès)

AITEC (Association internationale des techniciens, experts et chercheurs)

ATTAC France

CADTM France (Comité pour l'annulation de la dette du Tiers-Monde)

CCFD (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement)

CFDT (Confédération Française et Démocratique du Travail)

CGT (Confédération Générale du Travail)

CRID (Centre de Recherche et d'Information pour le Développement)

CSM (Conférence des supérieures majeures)

DCC (Délégation catholique pour la coopération)

Justice et Paix

Réseau Foi et Justice
Afrique-Europe

Oxfam France – Agir ici

Secours Catholique - Caritas France

SEL (Service d'entraide et de liaison)

Service Protestant de Mission – **DEFAP**

Survie

Vision du Monde

Soutiens :

Amis de la Terre

ASPAL (Association de solidarité avec les peuples d'Amérique latine)

ATD Quart monde

CFTC (Confédération Française des Travailleurs Chrétiens)

France libérés
(Fondation Danielle Mitterrand)

MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié des peuples)

RENAPAS (Rencontre nationale avec le peuple d'Afrique du Sud)

RITIMO

Secrétariat général de l'enseignement catholique

Terre des hommes

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le 11 juillet 2007

Le FMI brûle, l'Europe regarde ailleurs

En s'empressant de présenter son candidat à la direction du FMI, l'Europe verrouille et pérennise un système dépassé.

Le FMI traverse la crise la plus profonde de son histoire : crise financière, crise de vocation et surtout, crise de légitimité. Loin d'amorcer la profonde réforme que nécessite l'institution internationale, l'Europe maintient le *statu quo* en réservant la direction du FMI à un de ses ressortissants.

Malgré les appels aux candidatures multiples, des pays en développement et du Conseil d'administration du FMI entre autres, les pays européens se sont empressés de désigner leur candidat pour la direction générale du FMI. Dominique Strauss-Kahn dispose désormais du soutien de l'ensemble de l'Union européenne et des Etats-Unis, soit les principaux actionnaires du FMI. Par cette attitude, l'Europe esquivé un débat nécessaire sur la place des pays du Sud et la procédure de désignation du directeur du FMI.

En effet, avec cette désignation éclair, les chances de voir un directeur autre qu'europpéen à la tête du FMI sont minces. La partie semble jouée d'avance. Pourtant, la démission de M. Rodrigo de Rato ne prendra effet que dans quatre mois. L'empressement européen démontre la volonté de boucler le dossier de sa succession au plus vite, balayant tout espoir d'un processus de nomination véritablement ouvert et transparent.

La France et ses collègues européens auraient dû activement encourager l'ensemble des pays membres du FMI à présenter leur propre candidat, démontrant ainsi leur volonté d'ouverture à ces pays au sein de cette institution. Aujourd'hui, seul le Royaume-Uni affirme du bout des lèvres attendre l'ensemble des candidatures pour faire un choix définitif.

Pour Sébastien Fourmy, d'Oxfam France, « *L'Europe a aujourd'hui un candidat pour la tête du FMI, il fallait d'abord un programme pour cette institution en crise* ».

Jean Merckaert, coordinateur de la plate-forme Dette & Développement, ajoute : « *le prochain directeur ne pourra pas sortir le FMI de la crise ni en faire une institution multilatérale forte et démocratique sans une grande légitimité internationale ; la confiscation du processus de nomination par l'Europe est de mauvaise augure* ».